



BERCY VEUT SE PAYER LA CULTURE ET L'AUDIOVISUEL PUBLIC !

La Culture va payer cher les annonces de Bruno Le Maire, ministre des coupes publiques.

Sur les 10 milliards d'euros d'économies imposées sur les différents ministères et les finances publiques, le ministère de la Culture se voit annuler plus de 204 millions d'euros de crédits pour l'année 2024 sur l'ensemble de ses missions (patrimoine, création, soutien aux politiques du ministère de la Culture) malgré les promesses faites au cours de la loi de finances.

En ce qui concerne la création, ce sont 96 millions d'euros de crédits qui disparaissent pour l'année 2024 !

Alors même que le service public du spectacle vivant souffre actuellement d'un sous-financement estimé à 40 millions d'euros pour l'année 2024 et que les structures culturelles qui rencontrent des difficultés financières se multiplient sur le territoire, le gouvernement tire à boulets rouges sur nos secteurs ! C'est notre capacité même à présenter des œuvres au public qui est remise en cause.

Que l'on soit auteur·es, artistes, technicien·nes, personnels administratifs et d'accueil, intermittent·es ou permanent·es, nos emplois sont gravement menacés. Cette coupe budgétaire sans précédent vise tous nos lieux de création : compagnies, ensembles, festivals, lieux labellisés ou opérateurs nationaux ; mais aussi les aides directes à l'emploi (le fonds d'aide à l'emploi Fonpeps) financées sur le programme Création pourrait aussi être menacé.

Le financement des projets de transformation de l'audiovisuel public se voit quant à lui amputé de 20 millions d'euros de crédits. Cette annonce intervient alors même que le gouvernement n'a toujours pas trouvé de source de financement pérenne pour remplacer la contribution à l'audiovisuel public supprimée en 2022 et que de nouvelles menaces de réorganisation pèsent à nouveau sur les entreprises du service public. Les déclarations à brûle-pourpoint de la ministre de la Culture, Rachida Dati, sur son souhait de réformer en profondeur l'audiovisuel public, sans aucune concertation menée, nourrissent une inquiétude majeure pour les personnels et il est urgent que le gouvernement revoie sa copie.

Après les grandes déclarations de Rachida Dati lors de son arrivée au ministère de la Culture, nous n'avons plus de doutes sur sa feuille de route : celle d'être mandataire liquidatrice du secteur aux ordres de Bercy. Ce qui pourrait expliquer au passage qu'elle refuse de recevoir la CGT spectacle et ses syndicats, malgré nos demandes.

Nous avons pourtant des propositions et des pistes de réflexions pour une politique culturelle ambitieuse au service des publics.

L'annonce brutale de ces coupes budgétaires par Bercy sonne comme une déclaration de guerre : la CGT spectacle est prête à réagir et appelle l'ensemble des professionnel·les à se préparer à l'action. A quelques semaines du lancement des événements autour des JOP, les occasions de nous mobiliser ne manqueront pas !

Paris, le 28 février 2024